

Anglais international ou plurilinguisme

www.diciamoloinitaliano.wordpress.com/2021/04/08/inglese-inernazionale-o-plurilinguismo/

Le 8 avril 2021, Zoppaz (Antonio Zoppetti)

A Milan, capitale de “l’itanglaise”, dans le métro, la signalisation est bilingue, italien et anglais, et il en va de même pour la communication sonore: à chaque arrêt retentit l’annonce bilingue qui répète de façon obsessionnelle: «Prochain arrêt... next stop...».

Aux heures de pointe, les utilisateurs sont principalement constitués de pendulaires serrés - au moins avant la pandémie - alors que le soir il y a une forte concentration d’arabes, de chinois, de sud-américains... les anglophones sont plutôt rares, en somme. Mais derrière ce type de communication, il y a une philosophie précise: étranger = anglais = langue internationale. Ces annonces sont un martèlement, un lavage de cerveau qui nous hypnotisent en quelque sorte et nous habituent à la présence et à la primauté du seul anglais. Prendre un train, c’est aussi s’immerger dans cette logique. Autrefois des panneaux nous disaient «Vietato sporgersi» ou «Non gettate alcun oggetto dal finestrino» accompagnés de traduction française, allemande et anglaise. Aujourd’hui, la traduction est uniquement en anglais. Et de plus, l’anglais empiète toujours plus sur l’italien. Dans les gares ou dans les aéroports français, espagnols ou portugais on peut lire: “portes d'embarquement”, en Italie il n’y a que des “gate”. Voyager au temps du Covid implique de ne pas occuper les lieux interdits, mais les informations à ce sujet des “Ferrovie dello Stato” sont appelés “marker” («la distanciation est garantie par “marker” sur les sièges non utilisables»), tandis qu’il est “expliqué” aux passagers que «la distribution du “welcome drink” à bord du train a repris» ou que sur la Frecciarossa (train à grande vitesse italien), aux «nouveaux services de “caring” à bord du train» s’ajoute la remise gratuite «du “safety kit” pour protéger la santé», ceci afin de garantir un protocole “Covid free” grâce à l’incitation d’utiliser le “Qr code” et le “ticketless”.

L’anglais international et l’“itanglaise” sont deux phénomènes différents, mais ils sont nés du même humus et se nourrissent de la même mentalité sous-jacente qui idolâtre l’anglais comme langue supérieure.

Le projet de nous emmener sur le chemin du bilinguisme italien/anglais

Le projet d’amener chaque pays sur la voie du bilinguisme anglophone existe dans le monde entier, et il est souvent présenté comme multilinguisme, ce qui est exactement le contraire: l’imposition du “globish”, la stratégie de l’anglais global, c’est tout le contraire du multilinguisme, qui considère la diversité linguistique comme une richesse et une valeur à protéger et à promouvoir.

L’usage de l’anglais supranational coïncide en partie avec l’hégémonie économique et culturelle des Etats-Unis - donc avec la mondialisation - et en partie avec l’impérialisme linguistique de nature coloniale, historiquement lié à l’expansion du Royaume Uni et à l’idée de Churchill de poursuivre cette expansion sur le plan linguistique et culturel, à travers l’alliance avec les USA: «Le pouvoir de dominer la langue d’un peuple offre des gains bien supérieurs à ceux de lui enlever des provinces et des territoires ou de l’écraser en l’exploitant. Les empires du futur sont ceux de l’esprit » (discours aux étudiants de Harvard, 6 septembre 1943). J’en ai déjà parlé plusieurs fois, et je le répète: considérer l’anglais comme la langue internationale qui résout les problèmes de communication entre les peuples n’est pas un choix neutre, comme pourrait l’être par exemple celui de l’espéranto, ce choix est un énorme avantage pour les peuples dominants qui imposent à tous leur langue maternelle, sans devoir s’occuper d’en apprendre une autre. Ce point de vue n’est pas un axiome indiscutable, c’est seulement un choix possible qui peut très

bien être remis en cause, et pour de nombreuses raisons. Pourtant, de notre côté le débat manque. Notre classe politique et dirigeante, avec la complicité d'intellectuels et de journalistes, nous fait croire que le “globish” est une réalité incontournable, et non un projet politique, et elle le fait de manière plutôt sournoise, à la fois par la propagande de fausses nouvelles et à travers des pratiques subliminales qui nous habituent peu à peu, année après année, à accepter cette idéologie sans s'en rendre compte et sans que s'ouvre un véritable débat.

Ces **pratiques sournoises** sont infinies. Le remplacement de la communication multilingue dans les trains par cet italien truffé d'anglais s'intègre dans un contexte beaucoup plus large qui voit l'Italie à la pointe de la diffusion de l'anglais mondial. Autrefois à l'école, vous pouviez choisir d'étudier, comme langue seconde, le français ou l'anglais, aujourd'hui il n'y a que l'anglais, bien promu par les trois “i” de l'école à l'ère Berlusconi et du ministre de l'éducation Moratti (Inglese, Internet e Impresa = Anglais, Internet et Affaires). Le Polytechnicum de Milan délivre en fait la plupart de ses cours en anglais, malgré la controverse et les critiques à ce sujet. En 2019, pour être “internationale”, la Rai a annoncé la naissance d'une chaîne en anglais, tandis que des projets similaires de chaînes françaises, russes ou de la BBC elle-même (qui diffuse en 45 langues différentes) prévoient des émissions dans de nombreuses langues, de l'espagnol à l'arabe, pour toucher tout le monde. En réalité la “ Rai English”, qui nous a coûté 2 millions d'euros, n'était qu'un énième projet naufragé et jamais réalisé, mais la mentalité sous-jacente, favorable au seul anglais, se porte bien. Jusqu'en 2017 dans les concours de l'administration publique il était obligatoire de connaître une “seconde langue”, mais la **réforme “Madia”** (réforme en vue de la simplification et de la digitalisation de l'administration publique, 2015 Note de la traductrice.) a tout remplacé par la “langue anglaise” qui est devenue une exigence obligatoire. Cette même logique se retrouve dans l'obligation de présenter les Projets de Recherche d'Intérêt national en anglais, avec le paradoxe qu'un projet sur Dante ou le droit romain (basé sur latin) doit être présenté en anglais! Pourquoi? Parce que décennie après décennie, notre pays poursuit le dessein de Churchill - qui ne nous convient pas du tout - de manière subtile. L'un des exemples les plus récents est l'introduction de la nouvelle carte d'identité en italien et en anglais.

Vous croyez qu'il est normal qu'il en soit ainsi puisque nous sommes maintenant citoyens européens? Alors vous avez été bien colonisés. Pourquoi dans l'ancien passeport italien et ceux des autres états européens, il y a aussi le français, mais dans le nouveau document électronique la troisième langue a-t-elle été supprimée? Un citoyen français, **Daniel De Poli**, devant la nouvelle carte d'identité de style anglo-européen en français, a protesté auprès du délégué du ministère de l'Intérieur, démontrant qu'en Allemagne le nouveau document comprend le français et l'anglais, ainsi que l'allemand (il en va de même pour l'Autriche), Et face à la réponse qui lui a été donnée, que le choix était motivé par le fait que la langue internationale est l'anglais, Daniel s'est adressé à l'Association francophonie Avenir (AFRAV) le 20 mars 2021 et a déposé un recours car cette décision est illégale.

En Italie, je ne pense pas qu'il existe de telles associations, et peut-être qu'aucune ne s'est même jamais posée la question.

Fausses nouvelles et propagande

A côté des pratiques qui nous habituent au bilinguisme et occultent le plurilinguisme, il y a la propagande de fausses justifications. Une des plus populaire, par exemple, est d'affirmer que dans le domaine scientifique l'anglais international a pris la place du latin qui était autrefois là lingua franca des scientifiques. Une affirmation erronée à bien des points de vue. En premier lieu, le latin était plutôt la langue des théologiens, c'est-à-dire de ceux qui ont condamné Galilée, puisque le “père” de la science avait abandonné le latin du Nuncius sidereus (Le Messager des étoiles, court traité d'astronomie, écrit en latin par Galilée) pour écrire le “Dialogue sur les deux

grands systèmes du monde” et “Essayeur” (Saggiatore) pour la première fois en italien. Et bien que certains scientifiques aient continué à utiliser le latin jusqu’au XIXe siècle, la révolution scientifique s’est faite surtout dans les langues locales. De plus, le latin des théologiens et des scientifiques n’était la langue maternelle d’aucun d’entre eux; c’était un choix neutre et la comparaison de l’anglais avec le latin ne tient que si la comparaison est faite avec le latin de l’époque impériale, quand les Romains conquéraient et colonisaient, en imposant leurs coutumes et donc aussi leur langue. Troisièmement, il n’est pas du tout vrai que l’anglais soit la langue de la science partout et dans toutes les sphères.

Le canular qui nous fait croire que l’anglais mondial est déjà une réalité acquise, au lieu d’un dessein à réaliser au détriment du multilinguisme, est très populaire, et c’est l’alibi préféré des anglophones. Pourtant, selon les rapports 2020 de l’“EF Epi” - une organisation qui dresse des classements selon la connaissance de l’anglais dans le monde pour exalter ses avantages (www.ef.fr/epi/) - L’Italie se classe 26e en Europe, nous sommes donc dans une mauvaise passe. Selon les rapports “Istat 2015” (L’Utilisation de la langue italienne, des dialectes et des langues étrangères en Italie), parmi ceux qui connaissent une ou plusieurs langues étrangères (donc seulement une partie de la population), l’anglais est connu par 48,1 %, le français par 29,5% et l’espagnol par 11,1%. En résumé, **l’anglais est bredouillé par une minorité d’italiens**, et si l’on passe à l’analyse de niveau de connaissance, les choses dégringolent: 28% déclarent un niveau de connaissance bas, 27 % bon, et seulement 7,2 % excellent.

La connaissance de l’anglais appartient aux classes supérieures, et, comme l’a observé le linguiste allemand **Jürgen Trabant**, tout cela conduit à une “diglossie néo-médiévale” moderne qui exclut une large tranche de la population n’ayant pas accès à cette langue. Nos politiciens, au lieu de protéger et promouvoir l’italien et les italiens, semblent favoriser cette fracture sociale avec des mesures comme celle de la réforme “Madia”. Leur projet est de nous rendre bilingues, et non celui de promouvoir le multilinguisme. Mais l’anglais global est un facteur discriminant même hors d’Italie.

L’un des signataires de notre projet de loi pour l’italien est **Jean-Luc Laffineur**, un Italien vivant en Belgique, président d’une association qui se bat pour une Gouvernance Européenne Multilingue (www.gem-plus.eu/fr/home-page-fr/). Alors que dans l’Union Européenne – dont le Royaume-Uni ne fait plus partie – a lieu un débat sur l’anglais comme langue seconde présumée, avec des partisans de l’euro-anglais et d’autres de l’anglais britannique, Laffineur intervient avec un article (il se trouve sur le site de GEM avec pour titre: “Language and democracy, language and power, language and identity, 02.04.2021” dans lequel il liste des chiffres et des statistiques. L’anglais est la langue maternelle d’une minorité d’européens: les irlandais et les maltais représentent environ 1,5%, tandis que l’allemand est la langue maternelle d’environ 20% des citoyens européens, le français de 16% et l’italien de 15%. Même si l’anglais est la deuxième langue la plus étudiée en Europe (grâce également aux programmes scolaires qui font en sorte que ce soit ainsi), cela ne signifie pas que tous le maîtrisent: seuls 15 % déclarent maîtriser la langue, tandis que 38 % déclarent la connaître suffisamment pour tenir une conversation, mais seuls 25% sont capables de comprendre les nouvelles des journaux et de la télévision. L’allemand, le français, l’italien et l’espagnol représentent ensemble environ 60% des langues maternelles de la population de l’UE. Si vous ajoutez le polonais, ce chiffre se monte à environ 70%.

Cependant, comme l’écrit Laffineur, la langue de l’Europe n’est pas seulement un problème de démocratie, mais aussi du pouvoir qui s’exerce par la langue, et de l’identité linguistique. Au lieu de nous demander quelle langue imposer à l’Europe, pourquoi ne pas regarder vers le plurilinguisme et, par exemple vers le modèle suisse, où sont représentés l’allemand, le français et l’italien? Si en Suisse il y a 3 langues de travail, pourquoi l’Europe ne pourrait-elle pas en adopter 5 ou 6? Bien sûr, certaines minorités linguistiques seraient encore exclues, mais peut-être que travailler dans des langues autres que l’anglais serait aussi dans leur intérêt.

Bien entendu vous pouvez ne pas être d'accord et prendre le parti des globalistes qui conduira l'italien et d'autres langues à devenir les dialectes d'une Europe qui parle anglais. Mais en Italie, il semble plutôt que rares sont ceux qui se posent ces questions et nous n'en parlons tout simplement pas. Dans les pays francophones, la défense de sa propre langue est au contraire normale, et cela n'a rien à voir avec le fait d'être **contre l'anglais**, mais plutôt de favoriser le multilinguisme et donc toutes les langues d'Europe. L'affineur l'explique clairement dans un article du journal belge, La Libre ("Stop à cette anglicisation effrénée dans nos universités" www.lalibre.be/debats/opinions/). Dans un autre article du même magazine, l'auteur critique même la décision d'Ursula von der Leyen, de langue maternelle allemande, d'inaugurer pratiquement en anglais le premier discours sur l'état du Parlement Européen, juste l'année de la sortie du Royaume-Uni ("Un beau cadeau, pour les anglais").
Pouvez-vous imaginer un article comme celui-ci dans un journal italien?

Les deux Europes

En théorie l'Union Européenne est née sous la bannière du multilinguisme et sur l'autonomie linguistique de chaque pays, et le problème de la communication entre les parlementaires élus ne devrait certainement pas affecter les citoyens européens. Mais les choses ne sont pas toujours si claires. En fait, à côté de l'Europe pluraliste, du moins sur le papier, il y a une autre Europe qui, au lieu de s'appuyer sur les droits linguistiques de tous les citoyens, les européens privilégient le "globish" et s'efforcent de nous mettre tous sur la voie du bilinguisme. Paradoxalement, l'écrasante suprématie de l'anglais et la diminution du multilinguisme a explosé dans les années 2000 avec l'entrée des pays de l'Est. Plus la Communauté Européenne s'est élargie, plus elle est allée vers l'anglais, vu comme une solution concrète et pratique. Aujourd'hui, la langue de travail est surtout l'anglais, et, seulement dans une moindre mesure, également le français et l'allemand, tandis que l'italien est désormais exclu. L'Europe des droits linguistiques existe pourtant, et il y a beaucoup d'associations à l'étranger qui la défendent, comme le Gem+ de Bruxelles ou l'OEP (Observatoire Européen du Plurilinguisme, www.observatoireplurilinguisme.eu, de Vincennes, France), qui, dans leur charte, proclament que «le multilinguisme est indissociable de la mise en place d'une Europe politique». De plus, il existe plusieurs causes internationales en cours qui appellent à ces principes pour combattre les décisions de l'Europe anglophone. La **Cour de justice de L'Union européenne** (communiqué de presse n° 40/19, 26 mars 2019), par exemple, a établi que «dans les procédures de sélection du personnel des institutions de l'Union, les différences de traitement fondées sur la langue ne sont pas, en principe, admis », à moins qu'il n'y ait «des exigences particulières au service concerné», mais dans ces cas ces conditions doivent être motivées «selon de critères clairs, objectifs et prévisibles». Comment est-il possible alors, que sans critères explicites et sans besoins réels, grâce à la réforme "Madia" en Italie, un professeur d'espagnol ou de français ne peut pas être employé à l'école s'il ne sait pas l'anglais, une langue au-delà de ses compétences spécifiques?

Nous devrions aussi avoir un débat comme celui qui existe dans les pays francophones et dans plusieurs régions d'Europe, et nous devons nous demander si l'anglais est vraiment la solution qui nous convient et que nous souhaitons.

Pour cette raison, la proposition d'une loi pour l'italien ne se limite pas à indiquer quelques mesures concrètes pour promouvoir et défendre notre langue face aux anglicismes et à l'"itanglaise", mais aussi de la soutenir face à la "dictature de l'anglais" imposée par la réforme "Madia", et par le Ministère de l'Instruction et de la Recherche (MIUR) et toutes les taxes linguistiques qui protègent et diffusent l'anglais au détriment de l'italien et des italiens. Aussi bien à l'interne qu'à l'international.

Merci aux plus de 500 personnes qui ont rejoint le pétition "une loi pour l'italien".

Traduit par Nicole Margot, le 04.06.2021